

Convergence des antilibéraux pour une alternative à gauche

par Roger Martelli

Dans ce qui a produit les conditions de la victoire, on ne peut pas séparer les contenus et les formes. En 1992, au moment de Maastricht, le non avait été majoritairement à droite et souverainiste ; en 2005, il a été d'abord à gauche et antilibéral. Face à la déferlante persistante de contrevérités, il faut le répéter, fermement mais simplement : le non n'a pas été un non à l'Europe mais à la manière dont elle se construit depuis trop longtemps ; il a été un non aux politiques libérales menées depuis trop longtemps, que la partie III condensait mais qui irriguaient la totalité du traité. Or cette vérité-là bouleverse la donne politique. Voilà plus de 20 ans que l'on nous explique que la gauche, pour gagner, doit mettre de l'eau dans son vin et s'adapter aux contraintes du marché. La démonstration inverse a été faite par le non : certes tous les non ne sont pas antilibéraux, mais c'est parce que le non antilibéral a su donner le ton que les catégories populaires se sont reconnues dans lui et qu'il est devenu largement majoritaire.

La question des formes n'est pas moins importante que celle des contenus. La manière dont s'est menée la campagne du non a compté fortement dans son succès. Comme beaucoup, je retiendrai ici deux éléments seulement : la campagne a permis de concilier la diversité des apports de chaque composante et la force démultiplicatrice de la mise en commun ; par ailleurs, elle a permis, pour la première fois depuis bien longtemps, que des engagements différents, individuels, intellectuels, associatifs, syndicaux ou politiques interviennent ensemble dans un débat éminemment politique. Tels sont, avec l'antilibéralisme, les ressorts majeurs de la victoire du non.

Cette victoire crée des responsabilités. Nous avons marqué des points sérieux contre le libéralisme ; nous avons, pour la première fois depuis 25 ans, écorné l'hégémonie du PS sur la gauche française. Saurons-nous maintenant, en France comme en Europe, opposer au projet libéral un projet alternatif crédible qui s'éloigne enfin de la démarche sociale-libérale ? Nous avons conquis une majorité de refus. Saurons-nous, de la même manière, constituer une majorité autour de la perspective positive d'une politique radicalement différente, porteuse d'alternative, fondée d'abord sur la prise en compte du souhaitable et non à partir d'un possible fondé sur la seule boussole des marchés financiers ?

Une majorité... C'est bien toute la gauche qu'il faut convaincre de se rassembler autour d'une perspective transformatrice. Oui, il faut autre chose que ce qu'ont pratiqué les majorités constituées autour du PS

depuis 1981. Oui, pour faire autre chose il faut une mobilisation sans précédent, une authentique politisation populaire, et pas seulement un mouvement général de délégation au parti jugé le plus utile. Oui, il faut pour réussir vraiment un mouvement populaire acteur, une perspective solide d'action transformatrice et une gauche réorganisée autour d'un choix d'alternative. Mais pour que cette possibilité se concrétise, une médiation est nécessaire : celles et ceux qui sont convaincus de la nécessité d'une franche novation politique doivent porter ensemble cette exigence dans l'espace politique. Sinon, le poids de l'utilité institutionnelle risque, au moment ultime, de rabattre l'électorat sur la solution commode du moindre mal.

Que manque-t-il pour parvenir à un rassemblement de transformation sociale ?

1. D'abord la définition claire d'un projet. Les éléments ne manquent pas pour un tel projet ; nous avons nous-mêmes contribué à les produire et à les diffuser. Mais le projet d'une alternative n'est pas encore suffisamment opérationnel. Parce qu'il n'est pas encore assez visible politiquement que l'alternative est porteuse d'une autre conception de la société, au moins aussi cohérente que celle du libéralisme. Il n'est pas assez visible qu'elle est porteuse de propositions réalistes capables de changer la donne sociale et qu'elle dispose potentiellement d'une dynamique politique capable de l'imposer jusque dans l'espace institutionnel.

2. Par ailleurs, face à la bipolarisation voulue du champ politique, nous n'avons pas surmonté, en dehors de la campagne référendaire, l'éparpillement des forces alternatives. De ce fait, nous n'avons pas débarrassé le désir de changement de cette carence de crédibilité qui le pénalise et qui conforte au contraire le parti socialiste dans son hégémonie. Celui-ci semble désormais dans la zone de turbulence. Raison de plus pour opposer, au clivage des socialistes, la force convergente des antilibéraux, pour que toute la gauche se rassemble autour d'une perspective claire, pour qu'elle triomphe et pour qu'elle ne déçoive pas.

Il n'y a pas deux gauches, que l'on pourrait concevoir sous la forme de blocs ou de camps séparés. La gauche se conjugue à la fois au singulier et au pluriel. Elle est à la fois une, pluraliste et polarisée. À gauche, en effet, il a toujours fallu choisir entre deux attitudes : soit considérer que le capitalisme est indépassable et qu'il faut, en s'adaptant à ses contraintes, agir à sa marge pour corriger ses excès ; soit considérer que, le capitalisme étant par nature inégalitaire, il n'est pas d'égalité durablement pensable en dehors de son dépassement. Il y a « la » gauche et elle ne peut être pleinement efficace que si elle est rassemblée. Mais à tout moment, il s'agit de savoir qui donne le ton : l'esprit de résignation ou l'esprit de contestation, le projet d'adaptation ou celui d'alternative. Depuis plus de vingt ans, le ton à gauche est donné par l'esprit d'adaptation. Politiquement, la victoire

du non a marqué le sursaut de l'alternative. Seulement voilà : la logique de l'adaptation s'appuie sur une force bien installée, le Parti socialiste ; les sensibilités alternatives, elles, restent dispersées. Prolonger l'acquis du 29 mai, c'est donc aller dans deux directions en même temps : rappeler que le score du non est la démonstration du fait qu'un parti pris antilibéral n'affaiblit pas la gauche mais peut la porter à la majorité ; et souligner que seule une dynamique de rassemblement des antilibéraux peut aider la gauche à être elle-même pour gagner. Ajoutons : seule cette dynamique peut casser à terme et durablement les tentations sociales-libérales d'une partie de la gauche.

Pour que toute la gauche gagne, la perspective transformatrice doit gagner du poids en contenus et en capacité d'agrégation, comme a su le faire la campagne du non. Et dans ce cadre-là nous devons continuer ce que nous avons fait dans cette campagne. Nous avons été nous-mêmes dans et par le rassemblement. Sans séparer l'un et l'autre aspect : dans la pratique, nous avons enfin dépassé les fausses oppositions de l'identité et de l'union. C'est parce que nous nous sommes immergés dans le rassemblement que nous avons pu valoriser notre spécificité et notre utilité en tant que Parti communiste. C'est parce que le rassemblement n'a pas dilué l'apport de chacun, et donc le nôtre, qu'il a pu s'élargir de façon continue. J'en suis au total persuadé. Si, dans les mois qui viennent, nous restons fidèles à la démarche esquissée autour du non, nous pouvons gagner sur les deux tableaux : nous valorisons notre utilité ; nous contribuons à un rassemblement transformateur, en le portant jusqu'à la majorité.

Construire un nouveau sens du vote et un autre rapport aux institutions

par Pierre Zarka

Je partirai de la capacité d'indépendance dont ont fait preuve plusieurs millions d'hommes et de femmes vis-à-vis de toute autorité institutionnelle. Cela ne s'est pas fait sur la base du populisme, et la position officielle du PS n'a pas débouché sur « la gauche et la droite c'est la même chose ». Pour la première fois, cette appropriation a ouvert une brèche dans la marche au bipartisme. Il en découle une situation qui repose sur de l'exaspération et une tension sourde qui nous dit qu'il y a une certaine urgence à aller plus loin.

Le PS vient de confirmer son engagement en faveur du social-libéralisme mais il ne craindra pas d'accumuler les promesses ; le débat à gauche ne se joue donc pas simplement sur propositions contre propositions mais sur conception et finalité de la société. Le travail sur projet communiste n'est pas à mes yeux la cerise sur le gâteau mais le fond qui déterminera en grande part la capacité à passer d'un rejet global mais flou du néo-libéralisme à la capacité de construire une politique alternative dont la crédibilité viendra de la démonstration que la société peut fonctionner autrement. Nous avons besoin de montrer devant chaque cas concret que le choix pour la société n'est pas entre libéralisme et collectivisme. C'est d'abord là que se joue l'apport communiste.

Comment à partir de la situation créée aborder enjeux électoraux ? Le référendum pose aussi la question du rapport organisations-« gens ». Jusqu'à présent toute forme d'efficacité a reposé sur la capacité de l'organisation à « diriger » les « non-organisés ». Or, c'est peut-être cela le plus marquant et prometteur de ce qui a commencé à changer.

Cela ne nie pas le levier que sont les organisations ; cela les appelle à abandonner tout égocentrisme : le centre c'est le peuple. Leur apport n'en est pas moins décisif, il est plus complexe et aux ambitions plus vastes : il réside en parti-pris comme repère mental, en éléments de savoirs, en initiatives qui permettent de passer de l'individuel à la force politique, mais sans rien perdre de soi ; cet apport favorise des mouvements d'appropriation et d'émancipation.

Que l'Humanité ait publié le projet constitutionnel, que l'Appel des 200 se soit constitué, que Copernic, le PC, la LCR, Attac, le MARS, des responsables du PS et des Verts, la CGT, la FSU, SUD, de nombreuses associations aient pris des initiatives, a permis à des hommes et des femmes très divers d'être alertés sur les enjeux et de mesurer qu'il leur était possible de participer à un mouvement collectif. Celui-ci a largement dépassé l'addition des forces citées. On peut dire qu'en

étant ensemble elles ont élargi les bases de rassemblement. Mais cela n'aurait jamais suffi à faire une majorité. La dynamique suscitée par les organisations a entraîné de nombreuses prises d'initiatives « autonomes ». Cet espace entre la sphère militante et l'ampleur du mouvement de masse est ambivalent : il montre l'étendue de ce que cette démarche ouvre comme possibles et interdit d'assimiler ce mouvement à une remontée automatique du parti.

Or, plus le libéralisme cogne dur et plus les gens votent de manière « opportuniste » : nous connaissons tous des personnes qui ne peuvent pas sentir le PS mais qui au final, votent pour lui, simplement parce qu'il est fort. Pressés par le poids des difficultés bien souvent on préfère choisir un cheval boiteux mais qui a toutes les chances de gagner que les porteurs de propositions imparables mais qui n'ont aucune chance d'accéder au pouvoir. C'est sur cette base délégataire que nous nous sommes, malgré tout ce qui s'était dit ici avant l'élection de 1997, enluisés dans un face à face stérile avec le PS. Si nous attendons ou donnons l'impression d'attendre de 2007 simplement de nous limiter à viser battre la droite en souhaitant que la gauche soit à gauche, nous alimentons des soupçons à notre encontre et nous faisons voter socialiste ; si nous donnons l'impression que nous renvoyons l'alternative à une autre fois, nous faisons voter socialiste et dans les deux cas tout repart vers le bipartisme. Et même sous une autre forme, déboucher sur l'appel à « rééquilibrer la gauche » au profit du parti ne fera pas le poids.

Le seul moyen d'en sortir est de revisiter le sens même du vote : vote-t-on pour être bien représenté par quelqu'un que l'on reverra de temps en temps ? Ou vote-t-on pour un ou partenaire avec lequel on travaille continuellement pour se donner à soi-même du pouvoir, notamment celui de faire irruption dans la sphère institutionnelle ? Autrement dit, l'enjeu du processus n'est-il pas pour les gens de se doter de pouvoirs d'élaboration mais aussi d'intervention jusque dans l'espace des institutions pour ne plus être déçus après avoir battu la droite ? C'est la perspective de cette capacité nouvelle, et le fait qu'elle doit durer après l'élection qui rendent crédible des perspectives transformatrices. Cela ne se fera pas sans les organisations qui veulent rompre avec le capitalisme. C'est un rassemblement analogue à celui du 29 mai qui peut tirer toute la gauche hors de l'attraction exercée par la résignation devant la puissance du capitalisme. Je rejoins ici, ce que disait Calabuig sur l'existence de deux pôles contradictoires à gauche, l'un cherchant des ruptures radicales, l'autre se résignant à la domination du capital.

Ces mêmes questions devraient nous conduire à travailler sur le rôle des élus ainsi que sur la fonction et conception du parti et à ne pas nous contenter d'évoquer les statuts qui ne sont que le règlement intérieur de quelque chose que nous n'avons pas encore redéfini.

Au cœur du projet politique, l'appropriation citoyenne

par Sylvie Larue

A partir des enseignements que nous tirons de la campagne du référendum et de la victoire du Non il nous faut bien mettre en évidence les questions nouvelles qui émergent.

La campagne a été nourrie par une dynamique citoyenne et populaire pour ce qui me concerne jamais vue. On s'est mis à réfléchir, décortiquer le texte, échanger des opinions, écrire des contributions et cela dans tous les milieux, tous les espaces de vie. La campagne a largement dépassé les cadres habituels.

Si elle s'est nourrie de l'apport des initiatives collectives d'organisation comme la nôtre, avec notamment la vente de l'Humanité sur la constitution, l'apport d'organisations comme Attac, les syndicats Cgt, Fsu, Solidaire, Confédération Paysanne ou par des collectifs unitaires, elle a été nourrie aussi par une dynamique autonome.

Des milliers de textes de la constitution ont été diffusés, achetés. Parmi les électeurs, nombreux sont ceux qui ont lu le texte, et plus on le lisait plus le Non progressait. Lire ce texte imbuvable de 448 articles était pourtant exigeant. Des milliers de personnes ont participé à des débats du Oui, du Non, des débats contradictoires. La contribution d'Etienne Chouard a fait le tour des réseaux en France et sans doute au-delà. Des groupes d'amis, de salariés ont organisé des débats, d'autres sont allés porter la contradiction dans les débats du Oui. J'ai été frappée par l'ambiance du meeting unitaire du 17 mai à Rennes, la plus grande initiative de la campagne dans le département et qui a réuni 1000 personnes. C'était très studieux. Beaucoup étaient venus pour chercher les derniers arguments pour convaincre autour d'eux, pour continuer la campagne. Dans les débats, beaucoup de participants avaient acquis une culture approfondie du texte.

Si nous ne considérons pas cela comme une richesse extraordinaire nous passons à côté de quelque chose d'essentiel.

La campagne a été nourrie aussi par la dynamique unitaire autour d'un non anti-libéral et porteur d'une volonté de réorienter la construction européenne loin de tout repli souverainiste.

C'est sur ce contenu que des acteurs du mouvement social se sont rassemblés avec des militants des partis du Pcf, de la Lcr, du Ps, des Verts, des Alternatifs etc... pour mener une campagne politique, pour investir le champ politique alors que jusqu'à maintenant ils considéraient que cela n'était pas de leur responsabilité. Quand 80 %

des adhérents d'Attac décident de mener campagne, est-ce que nous considérons que cela est négligeable ou est-ce que nous considérons que c'est une entrée remarquée et remarquable dans le champ politique ?

Ce rassemblement a contribué à créer une dynamique majoritaire au sein de la gauche et majoritaire dans le pays . C'est bien ce rassemblement qui s'est concrétisé dans un vote, dans le Non de gauche. C'est la mise en pratique de notre slogan de la rue aux urnes.

Ce mouvement a acquis une grande maturité puisqu'il s'est construit contre l'avis de la majorité des grands partis politiques, contre une campagne médiatique féroce. Il a mûri progressivement dans le rejet des politiques libérales en 1995, 1997, 2002, et 2004.

Dans ce rejet, pointent aussi des pistes d'alternative. Nous avons eu le souci au sein du collectif du Pays de Rennes de travailler le contenu de nos tracts en ce sens, avec des propositions pour transformer les institutions européennes, imposer une véritable Charte des droits fondamentaux contraignante, considérer les services publics comme un pilier de l'UE, utiliser le budget européen pour réduire les inégalités et permettre l'harmonisation sociale et fiscale, mettre les outils tels que l'euro et la BCE au service de l'emploi, inscrire comme rôle prépondérant de l'UE sa contribution au règlement pacifique des conflits. Les militants communistes investis dans le collectif ont largement contribué à apporter du contenu dans ces échanges.

Si nous considérons que les atouts de la victoire du Non sont bien la dynamique citoyenne, la dynamique unitaire, et l'apport de contenus anti-libéraux et anti-capitalistes, la question devient comment prolonger cette expérience, comment l'approfondir, comment l'ancrer dans nos pratiques ?

Allons nous être en capacité de relever ce défi ?

Le référendum offrait un cadre d'action, il permettait à tous de se sentir propriétaire du choix. Passer à la construction d'un nouveau projet politique pour une Europe sociale, solidaire et démocratique avec toutes celles et tous ceux qui de près ou de loin ont contribué à la victoire du Non, avec toutes celles et tous ceux qui pensaient sincèrement faire avancer l'Europe sociale en approuvant le traité, nécessite d'arrêter de parler en terme de débouchés politique . Il n'y pas d'un coté ceux qui travailleraient les contenus et de l'autre ceux qui seront chargés de les porter dans les institutions. Il faut continuer à agir ensemble, à construire et à porter ensemble ce nouveau projet politique.

Alors d'accord pour des assises pour une autre Europe à tous les niveaux, d'accord pour mettre cette proposition en débat et définir avec toutes les forces concernées comment on met en musique cette proposition, et cela sans entrer en concurrence libre et non faussée

avec toutes les initiatives prises ailleurs. D'accord pour considérer que personne, ni aucune organisation ne peut se considérer comme le centre de ce rassemblement, mais de bien de considérer le mouvement populaire comme le seul centre.

Les migrants toujours bouc émissaires

par Fernanda Marruchelli

Le fait que le « non » ait gagné contre les espaces institutionnels et que ceux-ci demeurent sourds aux attentes populaires crée des situations qui ne sont pas durables et on peut se demander sur quoi on va déboucher. Je vais m'arrêter sur un aspect de cette question.

Sarkozy et De Villepin avec leur mépris et leur agressivité contre la démocratie, le social et les migrants nous obligent à prendre la question du projet dans sa globalité : dans quelle société voulons nous vivre ? Quel type de liens sociaux et de mondialisation ? Quelle Europe ?

Impossible, cher-e-s camarades, cette fois-ci de marginaliser la question des migrants. Chirac, Sarkhozy, de Villepin ont décidé d'en faire une question centrale. Ils se préparent à aborder les échéances de 2007-2008 en faisant des migrants les bouc émissaires comme ils l'ont fait avec les jeunes pour la question de la sécurité lors de présidentielles.

Il est évident que tous ceux qui ont voulu dénaturé le vote « non » en le qualifiant de xénophobe ont l'intention désormais de nous montrer leur attachement à l'ouverture aux autres peuples, en premier lieu au fameux plombier polonais en attaquant les droits de la femme de ménage marocaine, du maçon algérien, de l'informaticien cingalais, du mécanicien chinois, du travailleur du bâtiment roumain... Toutes ces populations sont dans la ligne de mire, les mots sont durs, les objectifs inquiétants.

On nous annonce que tous les sans papiers doivent être expulsés, que le droit au regroupement familial sera quasiment stoppé, ce que même Giscard n'avait pas osé faire en décrétant l'arrêt de l'immigration en 1974, que les familles qui veulent accueillir un parent seront particulièrement surveillés, qu'un fichier de ces familles sera établi, ce que même Pasqua n'avait pas envisagé en 1993.

Par contre une police des migrants sera installée, une police des mariage. Nouveauté pour la république : la validité du mariage ne sera plus établie par le maire mais par un juge.

Penser que pour intégrer les immigrés régulier et lutter contre le racisme il faut lutter contre les « clandestins » peut sembler une idée logique, de bon sens même.

Mais c'est le contraire que nous observons.

La lutte contre les clandestins insécurise de manière permanente les immigrés en situation régulière. Elle est conduite dans cet objectif. Elle s'attaque aux victimes, les clandestins et n'inquiète pas ceux qui en profitent. La lutte contre les sans papiers produit sans cesse de nouveaux sans papiers. Par ailleurs, les lois qui se succèdent font passer sans discontinuer les immigrés réguliers dans l'irrégularité.

Comment ne pas voir que cette politique que se met en place depuis des années a déjà comme effet la précarisation généralisée de tous, des migrants certes mais pas seulement. C'est la porte d'entrée au morcellement de toute la société, c'est la division qui devient le fondement de la société.

Comment ne pas voir que c'est en conséquence de cette politique une nouvelle catégorie de citoyens est apparue, ceux que l'on appelle « issus de » et que de manière socialement héréditaire (première, deuxième, troisième, quatrième génération...) sont toujours immigrés et pas des citoyens à part entière ?

Soyons clairs, camarades, il ne suffit pas de porter fortement les questions sociales pour dépasser les discriminations, la xénophobie et les divers racismes. Ces questions nous devons les prendre à part entière, dans leur spécificité.

Il s'agit de l'unité du peuple, de l'ensemble des salariés, des jeunes, des résidents en France face à une politique qui tend à diviser, rejeter les uns contre les autres, les mettre en concurrence.

La négation des droits pour une partie de la population fragilise l'ensemble.

Dans certaines villes d'Ile de France, si on prend en compte les étrangers qui n'ont pas le droit de vote, leurs enfants qui, souvent, de ce fait ne s'inscrivent pas sur les listes et les abstentionnistes, l'assise politique repose sur une infime partie de la population.

Nous avons déjà dénoncé les politiques de quotas d'immigré que ce soit à la mode du libéral Sarkozy ou celle du socialiste Malek Boutih. De Villepin, tout en refusant le terme de quotas, reprend cette proposition. Nos arguments restent pertinents. Il suffit de voir ce qui se passe en Italie pour s'en convaincre : une véritable politique ethnique de l'emploi se met en place, les personnes sont enfermées dans un métier, dans une communauté en fonction de ces filières professionnelles ethniques institutionnalisées. Le séjour du travailleurs est dépendant du bon vouloir du patronat

Aucun progrès social et démocratique peut venir d'une politique qui se base sur l'exclusion et la division. Ces politiques amènent toujours une exclusion en chaîne. Elles permettent les manipulations qui renforcent les idéologies sécuritaires, les populismes.

Au lendemain de cette belle victoire de tous les résidents en France. Le Français ont mis le bulletin de vote dans l'urne mais nombreux sont les étrangers (et moi j'en suis) qui n'ayant pas le droit de vote ont contribué à cette victoire.

Donc, au lendemain de notre victoire, face à une lutte de classe d'une rare intensité, le Parti communiste a de grandes responsabilités pour le rassemblement de tous les travailleurs, de tous les précaires, de tous ceux et celles qu'on méprise, de tous les sans droits. Le Forum que nous proposons ne peuvent pas faire l'économie d'un forum sur les migrations, la citoyenneté de résidence et le droit de vote comme Marie George l'a dit publiquement.

DECLARATION

Le résultat du 29 mai a montré la force propulsive de l'antilibéralisme. Par sa détermination et sa pluralité, il a conduit le non à la victoire. Il a montré que, pour gagner, la gauche n'était pas vouée à la résignation, à l'esprit d'adaptation aux normes de la « concurrence libre et non faussée ». Une gauche qui reste ancrée dans les valeurs et les objectifs de la transformation sociale peut être majoritaire dans ce pays. Ce faisant, elle contribuerait à redonner sens à la politique pour les catégories populaires. Elle créerait les conditions d'un raccord entre l'action sociale et les constructions politiques.

Le 29 mai a été le résultat de l'action spécifique de toutes celles et ceux qui, individuellement ou collectivement, se sont engagés pour le non ; il a

été aussi le fruit du « tous ensemble ». Prolonger ce « tous ensemble », le faire vivre dans les combats ultérieurs : voilà qui est devenu une exigence forte. Nul ne doit la décevoir. « Tous ensemble », nous devons définir les contours d'une politique alternative qui contredira la logique libérale extrême de la droite, sans reproduire les impasses des gestions socialistes passées. « Tous ensemble », nous devons promouvoir cette perspective dans l'espace politique et institutionnel, y compris lors des échéances électorales. Si ce « tous ensemble » ne fonctionnait pas, si l'éparpillement continuait de s'exprimer du côté de l'alternative, le risque serait grand que la désespérance à l'égard du politique grandisse d'un côté et que, de l'autre côté, se reproduise un effet de vote utile et une logique de bipartisme que la campagne référendaire a utilement affaiblie.

L'essentiel est de parvenir à ce rassemblement large des individus, des sensibilités, des forces soucieuses d'alternative, pour que toute la gauche retrouve le sens de la transformation sociale et devienne majoritaire sur cette base. Qu'à l'issue d'un processus ouvert de co-élaboration une ou un communiste puisse exprimer l'urgence de ce rassemblement, notamment lors de la présidentielle : voilà qui nous paraît aller de soi. Mais cela, pas plus que l'affirmation contraire, ne saurait être un préalable. Ou alors on en reviendrait peu ou prou à la conception d'un parti d'avant-garde, seul à même de représenter le peuple dans la quête d'une autre société.

Le parti communiste doit exprimer publiquement la nécessité de la convergence antilibérale. Qu'une ou un de ses membres soit retenu, au bout du compte, pour incarner cette exigence dépendra, et de l'évolution du débat politique et de la capacité des communistes à manifester, indissociablement, leur apport spécifique et leur esprit d'ouverture. Cela est affaire de pratique et non de proclamation. Dans l'immédiat, toute déclaration unilatérale concernant une éventuelle candidature communiste, avant même tout processus de co-élaboration, serait contre-productive pour le communisme en particulier comme pour l'alternative en général.

Le 20 juin 2005

Gilles Alfonsi, Patrick Braouezec, Chantal Delmas,
Frédéric Genevée, Sylvie Larue, Isabelle Lorand,
Fernanda Marruchelli, Roger Martelli, Christian Martin,
Louis Mazuy, Danièle Montel, Nadine Stoll

Membres du Conseil national